

LOC-
ARCHIVES

2

NORMALIENS

Histoire de l'École normale supérieure de Saint-Cloud

Jean-Noël Luc-Alain Barbé



000380668



**PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES**

Extrait de la publication

Des Normaliens

**une documentation sur les publications de la fondation nationale
des sciences politiques sera envoyée sur simple demande adressée
aux presses de la fondation nationale des sciences politiques
27, rue saint-guillaume. 75341 paris cedex 07**

8304859

0000 374 449

280 668

175

DES NORMALIENS

*Histoire de l'École normale supérieure
de Saint-Cloud*

Jean-Noël Luc-Alain Barbé



8°92.653

ISBN de la version numérique : 9782724685053

**PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES**

Extrait de la publication

Ouvrage publié avec l'aide de l'Amicale des anciens élèves de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud.

© 1982 PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
ISBN 2-7246-0467-9 broché

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	9
<i>Introduction</i>	11

PREMIÈRE PARTIE L'ORDRE PRIMAIRE COURONNÉ 1882-1914

CHAPITRE 1 « CEUX QUI VIENNENT D'EN BAS »

Les « primaires d'élite ».....	19
L'école des villages	22
L'école du « peuple »	25

CHAPITRE 2 « LA BARRIÈRE »

Un enseignement borné	32
L'apprentissage des limites.....	34
La cité interdite	38
Les bâtards de la République.....	41

CHAPITRE 3 L'ESPRIT DE SAINT-CLOUD

Le sanctuaire.....	44
L'idéal du saint laïc	47
Fils du peuple et fier de l'être.....	50
Les tâcherons du savoir	54
« Une ardeur d'apôtre ».....	56

CHAPITRE 4
LE TERRITOIRE CONCÉDÉ

À traves mailles.....	61
L'état-major des « hussards noirs »	64
La parabole du fils prodigue	66
L'évasion coloniale	69

CHAPITRE 5
LES INSURGÉS CONSERVATEURS

Un nouvel idéal : l'école unique.....	73
« L'âge des émancipations nécessaires »	77
Les champions de la cause primaire.....	81

DEUXIÈME PARTIE
« LE DROIT D'ÊTRE AMBITIEUX »
1919-1941

CHAPITRE 6
UNE ÉCOLE MENACÉE

La crise de l'après-guerre	91
Le temps des incertitudes	95
Les silences de l'Amicale	97
Le dernier rempart.....	100

CHAPITRE 7
« LE CHEF-D'ŒUVRE DE L'ENSEIGNEMENT DÉMOCRATIQUE »

Un club de majors d'école normale.....	103
L'école des prolétaires	108
Les racines rurales.....	111

CHAPITRE 8
DES ÉTUDIANTS PAS COMME LES AUTRES

La barrière reculée.....	114
Les avatars de « l'esprit de Saint-Cloud »	119
Le cœur à gauche.....	124
« Les cloisons qu'on ne franchit pas »	127

CHAPITRE 9
UNE ÉLITE INACHEVÉE

Les sentiers battus.....	130
L'agrégation, chant des sirènes	134
Photo de groupe avant la débâcle	138

CHAPITRE 10
« L'ASCENSION D'UN PEUPLE »

Une voie moyenne.....	141
« Trois générations pour faire un gentilhomme ».....	145

TROISIÈME PARTIE
LE DÉFI UNIVERSITAIRE
1942-1982

CHAPITRE 11
DU PRIMAIRE AU SUPÉRIEUR

L'ère des ruptures (1940-1950).....	153
Conquêtes et concessions (1951-1966).....	160
De l'euphorie au désenchantement	165

CHAPITRE 12
CEUX QUI VIENNENT D'EN HAUT

Le tarissement de la source primaire.....	170
La revanche des « héritiers ».....	177
La fin d'un symbole.....	181

CHAPITRE 13
UNE CRISE D'IDENTITÉ

Comment peut-on être cloutier ?	189
Pédagogues et militants ?.....	198
Le ciment agrégatif.....	210

CHAPITRE 14
UNE ÉLITE À PART ENTIÈRE ?

La consécration universitaire	214
Vous avez dit : « Promotion sociale » ?	223
<i>Conclusion</i>	231
<i>Note méthodologique sur les statistiques publiées</i>	240
<i>Tableaux statistiques</i>	244
<i>Graphiques</i>	269
<i>Sources et bibliographie</i>	275
<i>Notes</i>	
Introduction	291
Chapitre 1	292
Chapitre 2	293
Chapitre 3	294
Chapitre 4	297
Chapitre 5	299
Chapitre 6	301
Chapitre 7	302
Chapitre 8	303
Chapitre 9	305
Chapitre 10	305
Chapitre 11	307
Chapitre 12	309
Chapitre 13	313
Chapitre 14	318
<i>Index</i>	321
<i>Graphiques par André Leroux</i>	

Jean-Noël Luc a rédigé l'introduction, la conclusion de cet ouvrage, la première partie (1882-1914), les chapitres « Ceux qui viennent d'en haut » et « Une crise d'identité », sauf « Comment peut-on être cloutier ? », écrit par Michel Jamet. Alain Barbé a rédigé la deuxième partie (1919-1941) et les chapitres « Du primaire au supérieur » et « Une élite à part entière ? »

AVANT-PROPOS

Cette histoire de l'ENS de Saint-Cloud et de ses élèves n'est ni une histoire anecdotique ni une monographie *stricto sensu*. Nous avons essayé d'explorer le passé de cette institution à l'aide des problématiques utilisées par les recherches actuelles sur la société et le système scolaire dans la France des XIX^e et XX^e siècles. Des thèmes d'étude ont été privilégiés ; d'autres n'ont pas été retenus.

Pour mener à bien ce travail, nous avons dépouillé les archives de l'établissement, jusqu'alors inexploitées, et organisé une enquête auprès des 2 200 anciens élèves des promotions 1905-1973, recensés par l'Association amicale de Saint-Cloud. Plus de la moitié d'entre eux ont répondu. Les conclusions relatives aux origines et aux carrières ont été obtenues en raisonnant, de préférence, sur l'ensemble des 4 500 élèves formés dans cette école entre 1882 et 1979. Les tableaux publiés en annexe présentent l'essentiel des données disponibles sur les anciens cloutiers. Du fait de leurs trajectoires socio-professionnelles, on peut supposer qu'ils constituent une des populations de référence utilisables par d'autres recherches sur la société et le système scolaire de la France depuis la fin du XIX^e siècle.

Pour mieux situer l'histoire de l'Ecole de Saint-Cloud dans celle du système éducatif français, nous avons étudié les sources citées en annexe et consulté les ouvrages mentionnés dans la bibliographie. Lorsque les publications manquaient sur les groupes témoins nécessaires à notre travail (élèves de la Rue-d'Ulm, étudiants des facultés), nous avons constitué des statistiques à partir des sources disponibles, notamment en dépouillant le fichier de l'ENS de la Rue-d'Ulm. Les éventuelles réformes des écoles normales supérieures survenues après décembre 1981 ne sont pas prises en compte dans cette étude.

Cette recherche sur l'histoire de l'ENS de Saint-Cloud a été entreprise à l'initiative de Francis Dubus, directeur de l'établissement. L'enquête auprès des cloutiers a été organisée avec la collaboration de l'Association amicale des anciens élèves de Saint-Cloud. Le centre informatique de cette école a réalisé le traitement des données recueillies. Les travaux ont été effectués, sous la direction de Jean-Noël Luc, par Alain Barbé, Michel Jamet, Jean-Noël Luc et José Tertrais-Delpierre. Nous remercions les anciens élèves qui ont répondu à l'enquête, les services de documentation qui nous ont communiqué des informations et tous ceux qui nous ont conseillés au cours de cette entreprise.

INTRODUCTION

« Enfants du peuple et choisis dans son élite, parmi les meilleurs, vous allez être accueillis dans les restes du palais de nos rois pour y recevoir une éducation princière » : le directeur-fondateur de l'Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud souhaite traditionnellement en ces termes la bienvenue aux nouveaux élèves¹. De telles louanges, suivies d'aussi belles promesses, destinaient cette école à devenir le symbole de la promotion par l'instruction que la République triomphante dispense généreusement à partir des années 1880.

Depuis sa fondation, en 1882, l'ENS de Saint-Cloud est d'ailleurs, à cet égard, l'objet des jugements les plus flatteurs. Le journal *Le Temps* y voit, à l'origine, « peut-être l'œuvre la plus féconde de M. Ferry ». C'est « le chef-d'œuvre de l'enseignement démocratique », assure un directeur en 1939. C'est la « pierre d'angle de l'édifice scolaire républicain », renchérit le président de l'Amicale des anciens élèves en 1957².

Il faudra, bien sûr, pour prendre la mesure du phénomène, confronter les déclarations officielles et les faits. C'est à fixer la manière dont l'Ecole de Saint-Cloud a pleinement, modestement ou nullement, assuré la promotion des « enfants du peuple » que nous nous proposons de travailler, non sans prendre garde d'éviter le double piège de l'hagiographie et du sacrilège.

Le passé de l'ENS de Saint-Cloud offre matière à histoire. Pour s'en persuader, il suffit de jeter un coup d'œil sur les missions confiées à cette Ecole et sur sa clientèle.

Sous la Troisième République, elle forme les inspecteurs primaires, les professeurs et les directeurs des écoles normales et des écoles primaires supérieures, c'est-à-dire les cadres de l'enseignement populaire, exception faite de l'enseignement technique. Transformée en Ecole nationale préparatoire à l'enseignement dans les collèges par le régime de Vichy, puis en Ecole normale

supérieure du second degré à la Libération, elle prépare des professeurs certifiés et, bientôt, comme son aînée de la Rue-d'Ulm, des agrégés et des chercheurs. Mais en recrutant, jusqu'aux années 1960, la majorité de ses élèves parmi des normaliens primaires, elle conserve un profil original au sein de l'université. De sa création, en 1882, à l'alignement de son concours sur celui des autres grandes écoles, en 1966-1967, elle reçoit des étudiants issus pour 42 % d'entre eux des « classes populaires » et pour 45 % des « classes moyennes ». C'est une des grandes écoles les plus « démocratiques », constate un rapport officiel remis au Premier ministre en 1963³.

Toutes ces caractéristiques suffisent à situer l'ENS de Saint-Cloud au cœur d'un enjeu idéologique, social et politique. Goutte d'eau dans l'océan des structures éducatives et de la reproduction sociale, elle n'en est pas moins une véritable loupe à fort effet grossissant : elle réfracte les mutations du système scolaire et de ses rapports avec la société depuis la fin du XIX^e siècle. En l'absence d'études synthétiques sur les écoles normales et les écoles primaires supérieures⁴, écrire l'histoire de cette institution permettra d'apprécier, dans une vision d'ensemble, l'idéologie, les objectifs et le fonctionnement de « l'ordre primaire » institué par les républicains opportunistes dans la décennie 1880. Ce sera aussi l'occasion d'étudier une filière symptomatique de démocratisation de l'enseignement supérieur dans la seconde moitié du XX^e siècle. La mutation observée dans le recrutement de cette école, au cours des années 1960, conduira à s'interroger sur l'évolution récente de l'enseignement supérieur français.

L'ENS de Saint-Cloud a été créée dans une France humiliée par la défaite de 1870. Conservateurs et républicains tirent argument de la débâcle pour réclamer, avec encore plus d'insistance, une réforme de l'enseignement primaire⁵. Ceux-ci, impressionnés par le système scolaire prussien fondé sur l'obligation, incriminent les insuffisances de l'instruction populaire. Ils veulent régénérer le pays et consolider le régime en développant une éducation de masse, libérée de l'influence cléricale jugée réactionnaire. Ceux-là, sensibles au recul de la foi, accusent l'école laïque d'avoir affaibli l'esprit de sacrifice et, par conséquent, le patriotisme. Ils entendent redresser la France en plaçant l'éducation des enfants sous l'autorité de l'Eglise, dispensatrice des vraies valeurs morales.

Quelles que soient les mesures préconisées par les deux partis, elles comportent toutes une réforme du recrutement et de la

formation des maîtres⁶. En 1879, la France ne possède, en effet, que 19 écoles normales d'institutrices. Les cours normaux congréganistes, qui forment des maîtresses laïques, et le droit reconnu aux religieuses d'enseigner sans brevet, assurent à l'Eglise un monopole de fait sur l'enseignement primaire féminin. Dans l'enseignement masculin, en revanche, 79 départements sur 86 possèdent une école normale instituée sous la Restauration ou en application de la loi Guizot.

Portés par la vague de l'Ordre moral, les cléricaux envisagent de soumettre ces écoles à un contrôle ecclésiastique, et même de les supprimer. Pour les républicains, au contraire, elles sont l'instrument adéquat d'une revalorisation et d'une « républicanisation » de l'enseignement populaire. Dès 1871, le ministre Jules Simon propose à l'Assemblée nationale d'obliger chaque département à fonder une EN de filles et une EN de garçons. Son projet est repoussé. La victoire républicaine aux élections de 1877 et de 1879 supprime l'obstacle politique. Votée le 9 août 1879, sous le ministère de Jules Ferry, la loi Paul-Bert contraint tous les départements à ouvrir, dans un délai de quatre ans, ces deux types d'établissement. Le gouvernement se donne ainsi les moyens d'appliquer les autres lois fondamentales qui prescrivent la nomination, dans toutes les écoles publiques, d'enseignants laïques pourvus du brevet.

La création de nouvelles EN s'accompagne de profondes transformations organiques. Malgré les mesures prises par Victor Duruy, à la fin du Second Empire, les écoles préexistantes portent encore la trace de la volonté d'asphyxie des conservateurs de 1850. Faute d'avoir pu supprimer ces établissements, abusivement rendus responsables de l'essor du courant démocratique, le parti de l'Ordre s'était employé à limiter sévèrement leur niveau d'études. En 1880 encore, les enseignants des EN ne sont que de simples instituteurs, délégués par le recteur sans aucune condition de capacité.

Les républicains s'empressent d'adapter l'instrument de formation des maîtres aux nouvelles ambitions de l'éducation populaire. Le niveau du concours d'entrée dans les EN est relevé, le programme d'études est enrichi. A ces écoles rénovées, il faut un personnel neuf. En 1874 déjà, pour sortir les EN de leur somnolence, le ministre Fortrou avait confié l'enseignement de certaines disciplines à des professeurs de lycée. Les républicains préfèrent créer un corps spécial et homogène de professeurs

primaires, recrutés sur concours. Cette solution présente l'avantage d'offrir aux instituteurs une possibilité de promotion. Le 5 juin 1880, deux décrets établissent un certificat d'aptitude à la direction des écoles normales et à l'inspection primaire, et un certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles normales (CAEN), désormais exigé des professeurs de ces établissements.

Restait cependant, pour que devienne d'actualité le sujet qui nous préoccupe, à franchir le pas qui conduit des nouveaux certificats à la préparation du métier. Dans l'œuvre de régénération nationale par l'instruction, la formation de ceux qui se battront en première ligne incombe aux professeurs d'école normale. On ressent la nécessité de ne pas livrer le recrutement de ces cadres au hasard d'un concours. Il ne suffit pas d'instituer des grades, estime, dès 1881, le journal *Le Temps* : il faut encore « fortifier l'enseignement national par des institutions décisives, le rendre inexpugnable sur le terrain reconquis en lui donnant une organisation incomparable sur tous les points »⁷. Gage d'un niveau intellectuel, le CAEN ne garantit pas la valeur pédagogique et morale de ses titulaires. La formule d'établissements spéciaux apportant les deux cultures, générale et professionnelle, a triomphé pour les instituteurs : on y songe pour leurs formateurs. Reprenant une idée déjà ancienne, le congrès pédagogique de 1880 et la presse corporatiste demandent l'ouverture d'écoles spécialisées dans la formation des professeurs primaires.

L'urgence aidant, le principe en est acquis plus vite pour les filles que pour les garçons. L'ouverture de plusieurs dizaines d'EN d'institutrices oblige, en effet, le gouvernement à recruter un personnel qualifié dans les plus brefs délais. Pour gagner du temps, il procède par décret. Le 13 juillet 1880, l'Ecole normale supérieure d'institutrices est créée ; en octobre, elle s'installe à Fontenay ; en décembre, elle reçoit ses premières élèves. C'est, à double titre, une innovation d'importance. Pour la première fois dans l'instruction primaire, l'enseignement féminin précède son homologue masculin. Pour la première fois encore, l'Etat intervient dans l'instruction « supérieure » des filles.

Dans l'enseignement masculin, les besoins ne sont pas aussi pressants en quantité. L'ENS primaire de garçons est organisée par étapes. Un arrêté du 9 mars 1881 établit, à titre d'essai et pour une durée de trois mois, des « cours préparatoires au CAEN ». Installés à Sèvres, dans les locaux attribués ensuite à l'ENS secondaire de jeunes filles, ces cours accueillent une trentaine de

maîtres déjà délégués dans les EN et sélectionnés par les recteurs. Plus de la moitié d'entre eux réussissent à l'examen. L'expérience, jugée concluante, est renouvelée en 1881-1882. Transférés à Saint-Cloud, dans les dépendances de l'ancien palais, les cours préparatoires reçoivent pendant l'année scolaire des élèves désormais recrutés sur concours. Le 30 décembre 1882, un décret et un arrêté fondent officiellement l'Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud, fixent son programme d'études et organisent son concours d'entrée⁸.

Les deux ENS primaires sont le produit du hasard et de la nécessité. Filles de la conjoncture, elles n'auraient pas vu le jour sans la victoire républicaine à la fin de la décennie 1870. Filles du besoin, elles naissent d'une politique scolaire qui conduit, une fois posé l'objectif de rénovation de l'enseignement populaire, à en chercher les moyens à l'intérieur de ses frontières.

La création de ces deux établissements attire l'attention sur un aspect de l'œuvre scolaire républicaine parfois négligé au profit de thèmes plus en vue de l'hagiographie officielle, comme l'obligation ou la gratuité. En ces domaines, pourtant, les « pères de l'école publique » n'ont pas autant innové qu'ils le prétendent : ils héritent de l'effort des régimes précédents et achèvent, en l'accélégrant, un processus séculaire de scolarisation. La Troisième République ne crée pas l'école élémentaire ; elle en fait un service public. Elle organise, en revanche, une véritable filière d'éducation populaire : *l'ordre primaire* qui reçoit, en 1886, sa sanction législative⁹. X

L'enseignement primaire conçu par les républicains prend l'enfant au berceau, ou presque, pour le conduire gratuitement jusqu'à son métier. L'élève est d'abord reçu dans une école maternelle ou dans une classe enfantine intégrées, à la différence des salles d'asile du Second Empire, à l'édifice primaire. Il fréquente ensuite l'école primaire élémentaire. L'adolescent poursuit ses études dans les écoles primaires supérieures (EPS) qui fournissent à l'Etat et à l'économie leurs employés subalternes et leurs cadres moyens. Une minorité d'élèves scolarisés en EPS entrent dans les EN d'instituteurs et préparent le brevet supérieur. Les meilleurs des élèves-maîtres accèdent à l'échelon suprême, national cette fois : les Ecoles normales supérieures de Fontenay et de Saint-Cloud. X

Avec ses classes élémentaires, ses collèges et ses lycées, l'enseignement secondaire constitue une filière parallèle mais payante. Il recrute essentiellement sa clientèle dans les milieux

aisés et délivre le baccalauréat, seul diplôme donnant accès aux facultés.

Par rapport à l'enseignement secondaire, préposé au renouvellement des élites bourgeoises, l'éducation populaire post-élémentaire voit le jour tardivement, après des hésitations et des vicissitudes qui tiennent largement à l'impact social dont on la crédite. Un demi-siècle sépare la création officielle des EPS par la loi Guizot et la multiplication de ces écoles en application de la loi organique de 1886. Il faut attendre la fin du Second Empire pour qu'un certificat d'études primaires, ultérieurement généralisé par une loi de 1882, apporte à l'éducation élémentaire une sanction solennelle. Devant le congrès pédagogique de 1880, Jules Ferry s'engage à faire plus pour que « l'enseignement primaire ait, comme l'enseignement secondaire, son agrégation ». Un maître du primaire, explique le ministre sous les applaudissements de l'auditoire, doit pouvoir « emprunter à un autre ordre d'enseignement un titre correspondant à l'accroissement de dignité intellectuelle (qu'il a) conquis : le titre de professeur »¹⁰. La promesse est tenue. Le CAEN, institué en 1880 et transformé par la loi de 1886 en « certificat d'aptitude au professorat des écoles normales et des écoles primaires supérieures », consacre, sur le plan des diplômes, la nouvelle poussée de l'enseignement populaire vers le haut.

On fait confiance aux primaires pour s'élever jusqu'à leurs écoles normales supérieures, mais c'est à d'autres que revient la mission de former les élèves reçus. L'idéal des Lumières, cher aux républicains positivistes, fixe les contours du projet. Dispensé par des guides éclairés, professeurs de lycée ou de faculté chargés de cours à Saint-Cloud et à Fontenay, le savoir descend vers le peuple par individus interposés : les enseignants des écoles normales d'abord, les instituteurs enfin.

Pour les usagers du primaire, l'organisation d'écoles normales supérieures au sommet de cet ordre d'enseignement est plus qu'une source de renouveau intellectuel : c'est la perspective d'une promotion supplémentaire, l'assurance des « larges et fortes études accessibles à l'élite du personnel »¹¹. En leur promettant la culture, on leur a redonné l'espoir. « Frustes, naïfs, mais — selon leurs propres termes — avides de recevoir la bonne parole », on voit arriver à l'ENS de Saint-Cloud « ceux qui viennent d'en bas »¹².

PREMIÈRE PARTIE
L'ORDRE PRIMAIRE COURONNÉ

1882-1914



Petite école, où donc prends-tu ton âme, l'âme des maîtres et des maîtresses qui, à leur tour, par nos villes et nos campagnes, déposeront dans les autres âmes les semences de la vérité, de la justice et de la bonté ? A quel mystérieux foyer vas-tu allumer, pour le passer de main en main au milieu du peuple immense de l'enfance, le flambeau de la vie qui nulle part ne doit jamais s'éteindre ? ...

A Saint-Cloud, à Fontenay-aux-Roses, accourus de partout à la fois, les instituteurs des instituteurs et les institutrices des institutrices sont assemblés.

Au milieu d'eux, assis, les littéraires, les historiens, les philosophes, les mathématiciens, les physiciens, les naturalistes, tous les maîtres de la pensée sont là ...

Petite école, dis-le-moi, où donc prends-tu ton âme ? « Au fond de l'âme de l'humanité est l'âme de la France. Je prends mon âme à la France. »

« Salut à l'Ecole », conférence de Léon Deries prononcée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'enseignement primaire républicain, le 3 juin 1906, *Bulletin de la ligue française de l'enseignement*, 1906, t. 26, p. 193.

CHAPITRE 1

« CEUX QUI VIENNENT D'EN BAS »

« Il y avait là d'authentiques et robustes paysans, aux cheveux drus et rudes, au teint rouge » : c'est en ces termes qu'un jeune lycéen lillois marque les distances, le jour de son entrée à Saint-Cloud. Suit, sous sa plume, une description quelque peu flaubertienne de la promotion 1894 :

On voyait à l'accoutrement de certains autres qu'ils avaient dû être instituteurs adjoints en de lointaines sous-préfectures. Ils en avaient conservé les élégances un peu âgées... D'aucuns avaient, dans leur allure, quelque chose d'un peu guindé qui décelait en eux la conscience d'être des primaires d'élite promus à la dignité d'étudiants et marquait aussi qu'ils étaient insuffisamment accoutumés à cet honneur. Quelques figures jeunettes s'inséraient dans le col bouffant d'une redingote dont on avait fraîchement décousu les palmes normaliennes ¹.

Quitte à en accuser les traits, c'est fort bien noter l'origine modestement primaire et provinciale des élèves de Saint-Cloud. A quelques touches près, le tableau reste valable jusqu'aux années 1950.

LES « PRIMAIRES D'ÉLITE »

Entre 1882 et 1913, l'Ecole de Saint-Cloud reçoit environ 800 élèves, issus pour la plupart des écoles normales d'instituteurs où ils ont préparé le brevet supérieur (tableaux 2, 3). Les épreuves n'ont pas été ménagées à ces heureux élus : premiers de leurs cantons au certificat d'études, lauréats du concours des bourses

**La fabrication de cet ouvrage
a été réalisée
par l'Imprimerie Chirat, 42540 Saint-Just-la-Pendue**



**Achevé d'imprimer en septembre 1982
N° d'impression 5666
Dépôt légal octobre 1982**

IMPRIMÉ EN FRANCE

Instruire une élite populaire en l'empêchant d'acquérir la culture officielle pour limiter sa promotion : tel a été, pendant longtemps, le rôle objectif de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, installée par la Troisième République au sommet de l'enseignement primaire. A l'écart de la filière chargée du renouvellement des élites bourgeoises, elle reçoit les meilleurs des élèves-maîtres pour en faire les cadres de l'enseignement réservé au peuple.

Transformée à la Libération en ENS du second degré, elle est théoriquement cantonnée à la préparation du CAPES et conserve une clientèle d'origine modeste. Grâce à une stratégie conquérante, favorisée par l'explosion scolaire, elle s'impose comme centre efficace de préparation à l'agrégation et comme voie d'accès aux carrières universitaires. Après l'alignement de ses missions, de sa scolarité et de sa préparation sur celles de la Rue-d'Ulm, elle est investie par les couches favorisées.

Cet ouvrage permet d'apprécier, dans une vision d'ensemble, l'idéologie et le fonctionnement de « l'ordre primaire » institué par les républicains opportunistes, et les difficultés de l'unification du système scolaire légué par le XIX^e siècle. La métamorphose du recrutement de Saint-Cloud éclaire, en outre, d'une manière significative, l'usage social des filières d'enseignement supérieur dans la France de la seconde moitié du XX^e siècle.

JEAN-NOËL LUC, agrégé de l'Université et docteur en histoire, enseigne à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud. Responsable des recherches entreprises sur cette institution et auteur de plusieurs travaux sur l'histoire sociale de l'éducation, il a publié, en particulier, La petite enfance à l'école aux XIX^e et XX^e siècles, Paris, Economica, 1982.

ALAIN BARBÉ, agrégé de l'Université, enseigne l'histoire à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud. Il poursuit des recherches sur l'architecture scolaire aux XVIII^e et XIX^e siècles.



98,00 F

Octobre 1982

ISBN 2-7246-0467-9

Extrait de la publication